

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE ENVIRONNEMENT ET FORÊT

**ARRETE PREFECTORAL en date du 09 JUIN 2011**  
portant création d'une zone de protection de biotope  
de la Grotte aux peintures sur la commune de MONS

Le Préfet du Var,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Vu les articles L411-1 à L411-4 et L415-1 à L415-6 du code de l'environnement ;

Vu les articles R411-15 à 17 du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 76-829 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire national ;

Vu l'arrêté préfectoral des Alpes Maritimes du 8 novembre 2006 approuvant le Document d'objectifs du site Natura 200 FR9301574 « Rivière de la Siagne et ses gorges »,

Vu l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture en date du 20 octobre 2010;

Vu l'avis du directeur territorial Méditerranée de l'Office National des Forêts en date du 10 septembre 2010;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant dans sa formation dite « de la nature » en date du 9 juillet 2010;

Considérant que les espèces de chauve-souris suivantes :

- Rhinolophe euryale (*Rhinolophus euryale*),
- Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*),
- Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*),
- Minioptère de Schreibers (*Miniopterus schreibersi*),
- Murin de Capaccini (*Myotis capaccinii*),
- Petit Murin (*Myotis blythi*)
- Murin de Beschtein (*Myotis bechsteini*),

sont des espèces animales protégées par la loi, qui vivent et / ou se reproduisent dans la « Grotte aux peintures » ;

Considérant l'argumentaire scientifique établi le 6 octobre 2009 par le Groupe Chiroptères de Provence notifiant la nécessité de conserver le biotope « Grotte aux peintures » qui fait partie d'un réseau de 3 gîtes dont « l'avenc de Montauroux » et la « Grotte au guano » essentiels pour la reproduction et la survie des espèces animales et protégées précitées ;

Sur proposition de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

## ARRETE

### I - DELIMITATION

**Article 1er** : Afin de garantir la conservation du biotope nécessaire à la survie et à la reproduction des espèces protégées suivantes :

- Murin de Capaccini (*Myotis capaccinii*),
- Minioptère de Schreibers (*Miniopterus schreibersi*),
- Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*)
- Rhinolophe euryale (*Rhinolophus euryale*),
- Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*),
- Petit Murin (*Myotis blythi*)
- Murin de Beschtein (*Myotis bechsteini*),

il est instauré une zone de protection de biotope sous la dénomination de « Grotte aux peintures », située sur la commune de MONS, constituée par l'entrée de la grotte, ses alentours et toutes les parties souterraines (galeries et salles souterraines) comprises dans le périmètre cité ci-dessous.

Les parcelles cadastrales ou parties de parcelles concernées par la zone de protection de biotope sont les suivantes :

Commune	Section	N° parcelle	Surface incluse dans le périmètre		
			ha	a	ca
Mons	V	110	4	60	5

Le périmètre concerné est reporté sur la carte annexée.

La surface parcellaire totale couverte par l'arrêté est de 4 ha 60 a 5 ca .

### II - MESURES DE PROTECTION

#### 1 - La circulation et les activités de loisirs

**Article 2** : Afin d'éviter l'altération du biotope des espèces protégées citées à l'article 1 et de garantir leur survie et leur reproduction :

- Toute atteinte aux parois et aux sols (y compris l'installation d'équipements d'escalades) ou création de nouvelle entrée ou passage (par désobstruction) est interdite.
- La pratique de l'escalade est interdite.
- Tout éclairage artificiel de la forêt et des parois intérieures ou extérieures de la grotte est interdit sauf pour des utilisations ponctuelles et pour des besoins scientifiques. L'utilisation de moyens d'éclairage de type acétylène est strictement interdite.
- Toute création de nouveau sentier et tout nouveau balisage de sentiers existants sont soumis à autorisation préfectorale, après avis du Comité de suivi mentionné à l'article 7.
- Les activités de bivouac ou toutes autres formes dérivées sont strictement interdites.

- L'usage du feu est interdit, sauf autorisation préfectorale après avis du Comité de suivi mentionné à l'article 7.
- Les activités de chasse continuent à s'exercer conformément aux usages et régimes en vigueur par les détenteurs des droits de chasse à l'extérieur de la grotte et à une distance d'au moins 20 mètres de l'entrée.
- La pénétration de toute personne dans la cavité et les parties souterraines est interdite. Les activités d'archéologie, spéléologie et les suivis des effectifs de Chiroptères sont soumises à autorisation préfectorale, après avis du Comité de suivi mentionné à l'article 7.
- Le stationnement prolongé devant l'entrée de la « Grotte aux peintures » est strictement interdit.

## 2 - Les activités agricoles, pastorales et forestières

**Article 3 :** Les activités agricoles, pastorales et forestières continuent à s'exercer librement par les ayants-droit, conformément aux usages et régimes en vigueur pour l'exploitation et l'entretien courant, sous réserve des dispositions suivantes, applicables sur tout le territoire couvert par l'arrêté :

- Tous travaux utilisant des moteurs thermiques pourront être réalisés seulement du 1<sup>er</sup> décembre au 30 avril. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux travaux d'urgence ou de sécurité.
- La création d'équipements forestiers : routes et pistes forestières, aires de stockage, place de retournement sont soumises à autorisation préfectorale, après avis du Comité de suivi mentionné à l'article 7.
- L'épandage de produits phytosanitaires, phytocides et antiparasitaires est interdit.
- Le reboisement et plantation ou semis d'espèces végétales non autochtones sont interdits, sauf autorisation explicite du préfet pour gestion écologique de la zone, après avis du Comité de suivi mentionné à l'article 7.

## 3 - Les constructions, installations et travaux divers

**Article 4 :** Toutes nouvelles constructions, nouvelles installations (y compris pylônes électriques ou téléphoniques) sont interdits, sauf autorisation préfectorale après avis du Comité de suivi mentionné à l'article 7.

**Article 5 :** Les travaux de génie civil, terrassement, d'exhaussement et d'affouillement du sol, les dépôts temporaires ou permanents de tous types de matériaux sont strictement interdits dans le périmètre de l'arrêté y compris les parties souterraines, sauf autorisation préfectorale, après avis du Comité de suivi mentionné à l'article 7.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux travaux d'urgence et de sécurité publique.

## III - SANCTIONS

**Article 6:** Seront punis des peines prévues aux articles L 415-1 et R 415-1 du code de l'environnement les infractions aux dispositions du présent arrêté.

## IV - SUIVI

**Article 7** : Il est institué un Comité de suivi. Ce comité, présidé par le Préfet du Var ou son représentant, est constitué de :

- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant,
- le président du SIIUV de la Haute Siagne ou son représentant,
- le maire de Mons ou son représentant,
- le président du Groupe Chiroptères de Provence ou son représentant,
- le directeur de l'agence interdépartementale Alpes-maritimes-Var de l'Office National des Forêts ou son représentant,
- le président du Comité Départemental de Spéléologie du Var ou son représentant ,
- le président du Comité Départemental de Spéléologie des Alpes-maritimes ou son représentant ,

Sa fonction est de fournir à l'autorité administrative les éléments techniques et scientifiques relatifs à la protection des chauves-souris nécessaires à l'application du présent arrêté. L'animation et le secrétariat de ce comité seront assurés par le SIIUV de la Haute Siagne.

**Article 8** : Des modifications ou dérogations aux dispositions du présent arrêté pourront être accordées par le Préfet du département, après avis du Comité de suivi mentionné à l'article 7 et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, siégeant dans sa formation dite « de la nature ».

**Article 9** : Le présent arrêté :

- sera notifié
  - au président de la Chambre Départementale d'Agriculture du Var
  - au directeur de l'agence interdépartementale Alpes-maritimes-Var de l'Office National des Forêts
- sera affiché
  - en mairie de Mons
- sera publié
  - au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var
  - et dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Mons, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur de l'agence interdépartementale Alpes-maritimes-Var de l'Office National des Forêts, le chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune sauvage, le commandant de la brigade de gendarmerie de Fayence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulon, le 09 JUIN 2011

Pour le Préfet et par Délégation  
Le Secrétaire Général

Olivier DE MAZIERES